



**AIC Alternative Information Center
Observatoire de droits humains à Jérusalem
2014-2016**

Projet soutenu et financé par Genève Ville Solidaire

**Rapport sur la mise en place et le déroulement du programme
situation au 10 septembre 2015**

Contexte

Le projet a été accepté le 26 juin 2014 par le Conseil Administratif de la Ville de Genève. La première tranche du financement, FS 53 500.- a été reçue par le Collectif Urgence Palestine (CUP) le 02.10.2014 et après quelques difficultés de transfert bancaire reçue changée en Shekels , ILS 209 254,12, par l'Alternative Information Center (AIC) le 04.12.2014.

Depuis l'été 2014, le contexte social et politique s'est péjoré de manière dramatique dans les Territoires occupés palestiniens, y compris Jérusalem. En juin, quelques semaines après la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale, l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes colons dans la région d'Hébron, Gil-ad-Shaer, Naftali Fraenkel et Eyal Yifrach a déclenché une intense répression, des rafles et des centaines d'arrestations en Cisjordanie. Le 2 juillet, à Jérusalem, des Israéliens ont enlevé et tué (brûlé vif) un jeune Palestinien, Mohamad Abu Khdeiri.

Une série d'attaques et de ripostes dans la Bande de Gaza a débouché sur une nouvelle «guerre» du 7 juillet à la fin du mois d'août avec des centaines de bombardements israéliens et une intervention terrestre, et de nombreux tirs de missiles palestiniens en territoire israélien. Selon Physicians for Human Rights Israël – (Rapport « Gaza 2014 » de PHR-IL dans Haaretz du 20.01.15) le bilan est de : 2100 morts dont 70% de civils et 500 enfants, 11 000 blessés et des destructions massives dont 96 000 habitations côté palestinien – 73 morts dont 6 civils et 724 blessés dont 255 civils côté israélien.

Les fortes protestations de jeunes Palestiniens durant l'été 2014 ont été durement et massivement réprimées: à Jérusalem-Est, 800 Palestiniens résidents ont été arrêtés entre juillet et septembre 2014, dont plus de la moitié de mineurs (la majorité est à 18 ans) ; 500 ont été blessés par balle, ou balles enrobées, ou bombes sonores ou par gaz. Les effectifs de la police ont été augmentés de 25% à Jérusalem-Est et ses moyens ont été renforcés : postes de police et systèmes de surveillance TV. Six responsables de mouvements politiques palestiniens ont été bannis de Jérusalem le 19 novembre 2014 pour une période de cinq mois. Les arrestations et les bannissements continuent. L'association Health Work Committees (HWC) dénonce un ordre de bannissement sans motif du 3

décembre 2014 pour cinq mois concernant trois travailleurs sociaux palestiniens de Jérusalem : Madj Darwish, Saleh Dirbas et Daoud al Ghoul.

Une chape de plomb couvre actuellement Jérusalem selon l'AIC, et le climat social et politique qui menace de se dégrader encore n'a pas été favorable au développement des aspects du programme relatifs au dialogue et à la coopération israélo-palestiniens.

Cependant, le programme a été mis en route et se poursuit selon les objectifs annoncés, ce rapport en rend compte. Nous nous sommes rendu à Jérusalem-Est où nous avons rencontré les responsables de l'AIC ainsi que leurs partenaires, palestiniens et israéliens du 4 au 10 septembre 2015 sur le terrain.

Les lignes qui précèdent ont été rédigées avant le début d'un cycle de violences et de répressions massives qui, depuis l'épicentre de Jérusalem, s'étendent depuis le début du mois d'octobre 2015 à toute la région. L'ultérieure dégradation de la situation à Jérusalem depuis octobre 2015 n'est pas décrite dans ce rapport.

Annexes

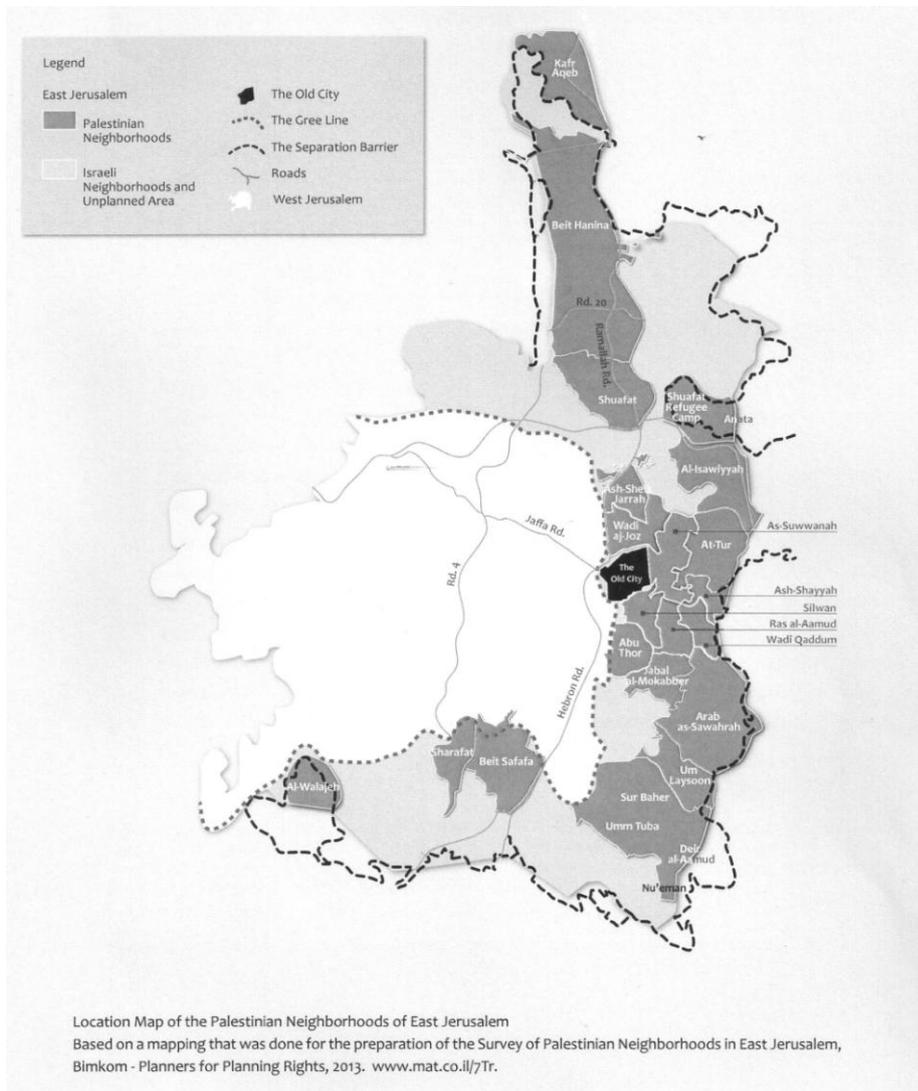
- 3 exemples d'articles tirés du site de l'AIC www.alternativenews.org (clé usb et tirages) : Arrest campaign in Jerusalem – Jerusalem and the Israeli elections – Jerusalem and collective punishment.
- 3 exemples de vidéos AIC (clé usb) : Interview with Daoud al Ghoul – Jerusalem Cable Cars - Jerusalem Day 2015
- Enquête et analyse « Demographic policies in Jerusalem » novembre 2014 (clé usb et tirage)
- Rapport de la conférence d'août 2015 « Normalisation and Co-Resistance Workshop »

Documentation

- Cartes OCHA tirées du rapport de l'OCHA 2012 United Nations Office for the Coordination Humanitarian Affairs) également en annexe (clé usb).
- Carte tirée de l'étude « Traped by planning » disponible sur le site de BimKom www.bimkom.org

Carte Bimkom

Agglomérations et quartiers palestiniens à Jérusalem-Est

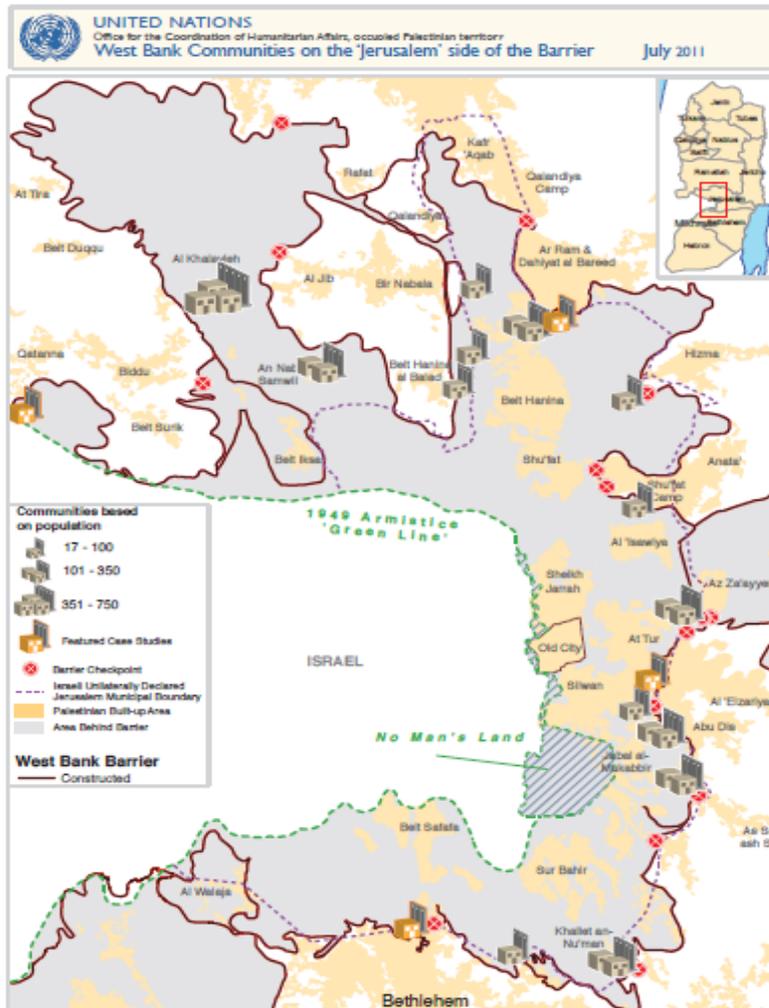


A Jérusalem-Est les colonies sont sous l'administration de la Municipalité et font partie du « Grand Jérusalem » dont le territoire a été établi unilatéralement par la Municipalité de Jérusalem Ouest après l'occupation par l'armée israélienne de la Cisjordanie en 1967. L'Etat d'Israël a confirmé l'annexion de Jérusalem-Est avec une loi fondamentale qui proclame Jérusalem «une et indivisible» comme la capitale de l'État d'Israël. Cette annexion n'est pas reconnue internationalement. Le «Grand Jérusalem » s'étend à l'est jusqu'à Abu Dis, à Bethlehem au sud et Ramallah et Al Bireh au nord.

Il englobe au-delà de la ligne verte (la ligne reconnue de l'armistice de 1948) outre la Vieille Ville, les quartiers palestiniens, du sud au nord, de Sharafat, Beit Safafa, Sur Baher, Umm Laysoon, As-Sawahrah, Jabal al-Mokabber, Abu Thor, Silwan Center, Ras al-Aamud, Wadi Qaddum, Ash-Sheik Jarrah, Wadi aj-joz, As-Suwwanah, Ash-Shayyah, At-Tur, Al-Isawiyah, Shuafat et Beit Hanina. Administrativement, Jerusalem-Est comprend 6 districts avec chacun un ou plusieurs Centres communautaires (environ 10 en tout), ces centres sont des antennes de la Municipalité qui intègrent des représentants de la communauté palestinienne. Sans appuis extérieurs, ces représentants n'ont pas de pouvoir face à la Municipalité.

Carte OCHA 2

Agglomérations palestiniennes coupées par le mur de séparation à Jérusalem-Est



Le mur principal a un tracé qui chevauche très approximativement les limites unilatéralement déclarées de la Municipalité en s'en écartant parfois fortement créant des enclaves externes comme le village de An Nu'man, ou internes comme le camp de réfugiés de Shu'fat séparé de Jérusalem par le mur. Ces enclaves ont des statuts encore plus problématiques que ceux des agglomérations palestiniennes entièrement annexées et séparées de la Cisjordanie.

Sur ce tracé principal du mur se greffent d'autres murs englobant des zones considérables de colonies établies au-delà des limites de la Municipalité de Jérusalem comme Betar Illit au sud, Ma'ale Adumim à l'est et Gi'at Zejev au nord-ouest, elles ont le statut administratif de Municipalité. Elles sont reliées directement par des routes réservées aux colonies implantées à l'intérieur du « Grand Jérusalem ». Dans toutes les colonies, internes ou externes, et comme en Israël dans les villes de moins de 1 000 habitants, un comité décide d'accepter ou de refuser les résidents.

Rapport des visites et des rencontres

Nos interlocuteurs de l'AIC étaient Connie Hackbart et Sergio Yahni, co-directeurs, Sami Sockol et Nassar Ibrahim, responsable de la branche de l'AIC située à Beit Sahour dans les Territoires palestiniens occupés. En fin de séjour nous avons eu un entretien avec Michel Warschawski co-fondateur de l'AIC. Une rencontre a eu lieu également avec BimKom, un groupe d'architectes partenaire de l'AIC.

Un premier entretien a eu lieu le vendredi 4 au cours duquel a été établi le programme des rencontres et des visites.

Les réunions se sont tenues dans les bureaux et au local de réunion à Jérusalem-Ouest (24 Hillel str. Tél +972 2 582 22 34) ainsi qu'au siège de l'AIC à Beit Sahour. À Jérusalem-Est, nous nous sommes rendus sur le terrain à An Nu'man, Issawya, Silwan, Shu'fat, dans la Vieille ville et avons fait une visite de plusieurs colonies de Jérusalem-Est.

Lors des différentes visites nous avons constaté le climat de confiance entre les interlocuteurs palestiniens, les représentants des ONG israéliennes et l'AIC. Nous n'avons toutefois pas rencontré de responsables des autorités israéliennes, Municipalité, administrations civile ou militaire, ce que nous regrettons. La raison en est sans doute qu'à l'évidence ces contacts ne sont pas aisés comme nous l'ont confirmé les architectes de Bim Kom et que des questions sur la brutalité de certaines politiques menées envers la population palestinienne sont vite perçues comme subversives.

Visite au village de An Nu'man

Nu'man est un village palestinien situé dans la partie Sud-Est du territoire de la Municipalité de Jérusalem auquel on peut accéder uniquement par un check point situé à l'extérieur des limites de la Municipalité, mais à l'intérieur du mur. Il faut discuter avec le soldat qui est en haut de la tour, la barrière automatique finit par se lever. Avant de nous faire visiter le village, Youssef nous reçoit dans sa maison, en face de la ruine d'une maison démolie par la Municipalité au début des années 2000. Il décrit la situation. Il est entrepreneur en Cisjordanie, sa femme vit à Jérusalem.

«Le village était sous l'administration «civile» de l'armée jusqu'en 1994, année où la Municipalité commence à intervenir de manière contradictoire: d'un côté elle ordonne la démolition d'un garage, de l'autre elle interdit aux enfants d'aller à l'école à Jérusalem. Le village était vivant, il y avait une épicerie, mais depuis 2002 le village est enfermé : le mur et un check point le sépare de la Cisjordanie et la route menant directement à Jérusalem a été bloquée, Les habitants se font arrêter pour « entrée illégale en Israël » dès qu'ils s'éloignent des strictes abords du village. Le passage du check point, seul accès à la Cisjordanie et à Jérusalem, est soumis à des contrôles incroyables : pour livrer une bouteille de gaz le chauffeur doit décharger tout son camion, il ne vient plus ; un diplomate américain a dû attendre trois heures pour passer ; longue attente et limitation de l'entrée des marchandises sous prétexte de limiter la contrebande, etc...

Le seul service que nous recevons de la Municipalité, ce sont les démolitions de maisons. Tous les services viennent de Cisjordanie. Les enfants vont à l'école à Al Khas côté cisjordanien sauf quelques chanceux qui réussissent à aller à Jérusalem.

An Nu'Man



Check point - accès unique



Dans le Village



Bethléhem et le mur



Maison démolie



Colonie de Har Homa

Le recensement établi sur la base des indications d'un mokhtar (dignitaire traditionnel) qui habite à 5 km du village ne correspond pas la réalité, en fait il y a 250 habitants aujourd'hui et 25 maisons environ. Probablement la Municipalité a des projets d'extension de la colonie d'Har Homa sur les terres du village. »

Conférence à Beit Sahour

Le samedi 5 sept. nous avons assisté à la conférence organisée par l'AIC sur les thèmes «Normalisation et Co-Résistance». Plusieurs organisations syndicales palestiniennes et israéliennes, des comités populaires palestiniens et des organisations politiques palestiniennes et israéliennes ont participé à la préparation de cette conférence qui a réuni environ septante participant.e.s., membres et militant.e.s des organisations mentionnées. Il faut relever qu'il s'agissait de la première conférence publique qui a pu avoir lieu entre militants palestiniens et israéliens depuis plus d'une année. Trois autres rencontres conjointes entre israéliens et palestiniens et publiques qui devaient se tenir plus tôt cette année dans la région de Jérusalem avaient été empêchées physiquement par des manifestations de Palestiniens qui reprochaient ces événements de participer à la «Normalisation».

La conférence s'est tenue à Beit Sahur dans les locaux de l'AIC situés dans le siège du Centre «Health Work Committe » (comité de santé populaire), soit une ONG palestinienne créée pendant la première Intifada. Des locaux à capacité équivalente ne sont pas disponibles à Jérusalem et beaucoup de Palestiniens ne peuvent pas s'y rendre.

La conférence était structurée dans une première partie en trois ateliers : **1) Occupation, exploitation et profits.** La situation et les luttes des travailleurs dans les « zones industrielles » et dans les colonies. Les protocoles de Paris et la domination économique israélienne. **2) Luttes conjointes et normalisation** (la normalisation désigne la politique israélienne qui permet la poursuite de la colonisation) Comment se réalise la normalisation des deux côtés de la ligne verte ? Comment des luttes spécifiques acceptent-elles l'occupation ? **3) La lutte contre la colonisation** Avec un accent particulier sur la situation à Hébron (une première conférence avait réuni les participants à Hébron).

Extraits des restitutions des ateliers

(Traduction hébreux - arabe dans la salle, et hébreux – anglais/français en aparté)
Les restitutions sont majoritairement consensuelles, toutefois des opinions contradictoires s'expriment. Certains intervenants sont nommés, pas tous. Les points de vue restitués ici sont un résumé de la traduction de la restitution en séance plénière des travaux en ateliers.

1) Occupation, exploitation et profits

Un syndicaliste (Palestinian General Federation of Trade Unions – PGFTU)

« Le travail des Palestiniens dans les colonies est présenté par le gouvernement israélien comme une preuve de la normalisation de la situation. Nous disons au contraire que cela aggrave la situation d'occupation s'agissant de colonies implantées sur des terres prises aux Palestiniens. »

« Les zones industrielles (industries établies en 'zones franches' issues des 'Accords de Paris', le pendant économique des accords d'Oslo de 1993) profitent du fait que les travailleurs ne sont protégés par aucun droit du travail, ni israélien ni palestinien. Sont à l'œuvre principalement des capitaux israéliens mais aussi palestiniens qui exploitent des travailleurs palestiniens mais aussi parfois israéliens. Elles sont implantées près de la ligne verte ce qui montre bien leur intégration dans l'économie israélienne et non palestinienne. Le système des murs et clôtures est conçu aussi pour faire fonctionner les zones industrielles qui font partie du contrôle du territoire occupé et de la société palestinienne. La lutte des travailleurs pour leurs conditions de travail doit être liée à la lutte contre l'occupation y compris contre la participation du capital palestinien.»

(On nous a confirmé ce point lors d'une réunion ultérieure en nous donnant l'exemple de la Compagnie palestinienne SHWIKI S.J.E GLASS IND. & TRADE LTD (Glass Industry) installée à Mishor Adumim.)

Un représentant de «WHO PROFITS ?» demande ce que pensent les organisations palestiniennes des «Accords de Paris» ?

La réponse est qu'elles pensent que ces accords sont un désastre pour l'économie palestinienne, qu'ils renforcent sa dépendance, qu'ils favorisent les importations israéliennes et nuisent à sa capacité d'autoproduction.

Un représentant de KOACH LAOVDIM (Pouvoir aux travailleurs)

« Cinq moyens de lutter contre les colonies industrielles.

1 Des alternatives de travail pour les Palestiniens.

2 Les voies légales de contestation en Israël et à l'international.

3 BDS

4 Dénonciation des « Accords de Paris »

5 Renforcer la collaboration dans les luttes entre syndicats israéliens et palestiniens. »

2) Luites conjointes et normalisation

« Comment mener des luttes communes contre l'occupation et quel intérêt y a-t-il à lutter contre la normalisation dans des situations si différentes quand certains vivent à Tel Aviv et d'autres à Hébron? Nécessité d'une meilleure connaissance de la situation réelle de l'autre. Rappel des luttes conjointes passées.

Danger des activités qui ne tiendraient pas compte des réalités économiques qui résultent principalement de l'occupation ; les activités qui font abstraction de ces réalités contribuent à la normalisation.»

« Concilier les deux propositions :

- aller de l'avant dans les luttes chacun restant ce qu'il est ;
- commencer par mieux se connaître. »

« La colonisation est désastreuse pour les deux communautés, elle permet à Israël de coopter la situation. Il faut faire bouger le mouvement anti-occupation de ses motivations morales à des motivations d'intérêt bien compris. On est au-delà de la construction d'une confiance réciproque car c'est un fait acquis. »

Badran (70 ans, dirigeant de la gauche palestinienne, avait échappé à un missile sur sa maison à Hébron et à une arrestation empêchée par une manifestation populaire).

« Tout soutien à la politique israélienne est un soutien à la normalisation et tout combat contre est un soutien à la lutte. Même certains secteurs de la gauche israélienne non-sioniste ont accepté les colonies. Il est nécessaire d'unir les composantes de la gauche palestinienne, former une nouvelle génération de militants.»



3) La lutte contre la colonisation

Un représentant du Comité populaire d'Hébron.

« Les accords d'Oslo ont deux volets, l'un sécuritaire, l'autre économique : les deux ont échoués. Il y a maintenant en territoire occupé 25 grosses colonies officielles et 100 dites « illégales ». Il y a des colonies jusque dans le cœur des villes, de 10 colons à plusieurs milliers d'habitants comme Ma'le Adumim, à Jérusalem, à Hébron qui a perdu une partie de sa population dans la vieille ville.

55 000 personnes ont été déplacées par le mur. Les colonies se construisent pour les colons grâce aux financements des banques, de l'Etat, et avec la présence et l'action de l'armée israélienne. »

« Boycoter les produits des colonies ne suffit pas, il faut dénoncer et lutter contre le système qui les sous-tend. Différentes voies sont possibles, l'important est qu'elles soient coordonnées, non pas dictées comme parfois malheureusement par les activistes israéliens, mais coordonnées car le problème est complexe. Par exemple, l'Etat vient d'annuler d'un trait de plume 64% de la dette des colonies. »

Tour des colonies à Jérusalem-Est

Dimanche nous faisons le tour des principales colonies de la partie sud de Jérusalem-Est. Un espace aménagé près de East Old Talpiot donne un point de vue sur plusieurs quartiers palestiniens compris dans les limites de la Municipalité et aussi sur Abu Dis derrière le mur. Lorsqu'Israël a officialisé l'annexion en 1980 les habitants de tous ces quartiers passèrent du statut de population occupée (sous protection des Conventions de Genève) à celui de « résidents avec permis de travail ». Ce statut de résident est fragile et le permis (carte verte) est retiré pour de multiples motifs, par exemple sortie du territoire, condamnation bénigne, participation aux élections en Cisjordanie ; être membre d'un comité populaire peut suffire à être radié et à ce propos on a inventé le concept de « terroriste non-violent ». On repère le tracé du mur qui exclut le camp de réfugiés de Shuafat pourtant situé à l'intérieur des limites de la Municipalité. Les surfaces constructibles (environ 9%) sont encore limitées par des zones « déjà construites », des zones « d'utilité publiques », des zones « vertes » et par les colonies.

Nous passons devant un centre d'accueil des nouveaux immigrants juifs, notre guide, Sergio y a habité enfant avec sa famille venant d'Argentine. Nous arrivons à la colonie d'Har Homa, construite pourtant sur une zone verte ; « verte pour les Arabes » a dit le maire à l'époque. On a vue sur le village de Al Nu'man visité la veille.

Nous traversons le chantier de la route réservée qui coupe en deux la localité de Beit Safafa. Nous passons à la colonie de Gilo et la contournons par la route réservée no60 ; vue sur le mur au tracé impressionnant et Beit Jala situé au-delà. La route empreinte deux tunnels dont un passe sous Beit Jala et nous mène à la colonie de Betar Illit habitée par des ultra-orthodoxes . Demi-tour, vue sur le mur qui entoure la colonie de Har Gilo, située à l'extérieur des limites de la Municipalité comme la localité de Al Walaja qui est prise entre le mur et les chantiers de ses derniers tronçons pour compléter le bouclage. L'un de ces tronçons va séparer le couvent de Cremisan de ses vignobles.



Colline d'Abu Dis et le mur
Vue depuis East Old Talpiot



En bordure de la colonie de
Har Homa



Colonie de Gilo

Al Isawiya

En route pour Isawiya au nord-est de la Vieille Ville au-delà le quartier palestinien de Sheikh Jarrah, Sami de l'AIC nous fait remarquer plusieurs micro-colonies implantées dans le tissu urbain sous pression des mouvements des colons. À Issawiya nous sommes accueillis par Mahmoud près d'une station-service, sur une terrasse qui offre un point de vue sur le quartier et sur laquelle s'est installé un poste militaire. Nous devons nous éloigner du poste militaire sur ordre des soldats. Isawiya, 18 000 habitants, quatre accès dont deux fermés en permanence et les deux autres selon les ordres de l'armée. L'ambiance de cette bourgade nous fait un peu penser à celle de localités cisjordanienne pendant la deuxième Intifada: drapeaux palestiniens, slogans, affiches et fresques sur les murs mais aussi impacts de balles et dégâts et vitres brisées sur les bâtiments. Un témoin parle de bris de vitres suivis de jet de gaz puant dans les logements.



Colonie de French Hill



No-man's land , au fond le mur



Accès nord



Accès ouest (station-service)



Accès sud bloqué



Présence policière



En ville



Au-delà des immeubles : terres prises pour le « Parc national »

Nous nous rendons à l'un des accès bloqué. Des blocs de pierre ferment la route, les piétons passent et une moto se faufile. Un groupe de trois policiers monte la garde avec lesquels Mahmoud engage une longue discussion sur le thème de la sécurité.

Au moment où nous approchons du Centre communautaire, on annonce la présence d'une trentaine de policiers accompagnant le contrôle des deux élevages de chevaux du quartier. Ambiance de panique dans le bourg. Nous rentrons dans une maison perquisitionnée il y a quelques minutes à peine. L'homme recherché, un jeune ouvrier journalier a échappé à l'arrestation et est présent. Dans la maison les chambres des enfants sont sans dessus-dessous et les canapés du salon ont été lacérés pour être fouillés. Grosse émotion de la famille qui nous reçoit avec hospitalité. Sami fait une interview et une vidéo.

Le principal problème d'Issawiya est la spoliation des terres qui voit son espace réduit de tous côtés par l'extension du « Parc national » et par des « zones de sécurité » autour de la colonie de French Hill et aux abords de la route no 1. Les incursions de l'armée sont fréquentes, les ordres de démolitions et les contrôles tendent à limiter tout développement du quartier.

Trois instances coexistent : le «Follow-up committee » est un comité populaire, le Centre communautaire qui est l'antenne de la Municipalité, et le Mokhtar, chef traditionnel qui est parfois l'interlocuteur des autorités.

Silwan / Boustan

Le quartier palestinien de Silwan, adjacent au côté Sud-Est de la Vieille Ville a été actif dans la résistance à l'occupation dès 1967. Les activités de fouilles archéologiques sur le site dénommé « Cité de David » en contre-bas de la Vieille Ville ont débuté au cours des années 1980 et sont financés notamment avec l'argent d'Irving Moskowitz, un millionnaire américain qui a fait fortune avec le jeu d'hazard. Nous longeons le chantier « David Parc », projet de site touristique-archéologique établi sur les fouilles et nous descendons dans le quartier jusqu'à la tente communautaire (Heimar en arabe) sous laquelle se trouve le centre associatif de Wadi Hilweh, créé en 2007 et fréquenté par les jeunes, les femmes et les enfants du quartier où nous sommes reçus. Le centre développe des activités pour les

enfants, football , course, danse, summer camps et aide aux études. Nous sommes assis en face d'une poignée de responsables du centre, des jeunes filles puis des garçons se joindront à nous

La tente a été dressée en 2010 dans le cadre de la lutte menée contre le projet de démolition de 88 logements. On nous précise que des photos montrent que la zone menacée était déjà construite avant 1948..

« La lutte est dure, il y a eu des tués, des maisons démolies, pratiquement toutes les familles ont eu des membres arrêtés et emprisonnés, mais nous avons un passé et un avenir. Nous sommes menacés par des travaux et des routes réalisés pour les colons. Il y a quatre jours il y a eu des démolitions au cimetière musulman de la Porte dorée.

Avec des avocats, des architectes, des urbanistes, nous avons élaboré un plan de développement pour Silwan ; la Municipalité l'a refusé, mais nous continuons à défendre ce quartier. Nous avons essayé d'attaquer les décisions de la Municipalité devant les tribunaux, c'est une impasse. Nous luttons mais nous comptons aussi sur l'appui du monde extérieur, l'occupation doit cesser.

Une responsable prend la parole. « Une journée sans arrestation est un bonheur. Les enfants vont à l'école en emportant leurs jouets de peur que leur maison soit démolie à leur retour. A 16 ans les enfants doivent répondre devant la justice de faits qu'ils auraient commis par le passé. Le centre est important, les jeunes filles peuvent sortir, on a une bibliothèque. »

Nous leur demandons ce qu'ils attendent de l'AIC . La réponse est que leur parole soit transmise, aux autorités, à la société civile en Israël, à l'extérieur.

En sortant nous assistons à un défilé festif et bruyant pour la retour d'un jeune prisonnier libéré.



Clôture des fouilles archéologiques de la « Cité de David »



Vue vers le sud-est



La route qui mène à la Vieille Ville

Visite à la famille Abu Khdeir à Shu'fat

La maison est située sur la ligne de tram qui mène au nord aux colonies de Pizgat Zeyev et Newe Yaiakov. Un petit monument rappelle que le 2 juillet 2014 Mohamad Abou Khdeir, 16 ans, a été kidnappé au petit matin à côté de chez lui et brûlé vif par des colons. Le père nous dit que les coupables sont connus, qu'une partie des preuves ont été ignorées et détruites (trois caméras étaient en fonction sur la ligne de tram où a eu lieu de l'enlèvement), que la police a délibérément laissé faire l'irréparable malgré les démarches pressantes et désespérées de la famille immédiatement après l'enlèvement. Les parois de la petite pièce où nous sommes reçus sont couvertes de témoignages de sympathie les plus divers. Un récit de ce drame est en cours d'écriture par Jamil Salbut.

Rencontre avec BimKom

Bim Kom est une ONG israélienne qui travaille sur les Droits de l'homme appliqués au domaine de l'aménagement urbain et l'aménagement du territoire. Quatre groupes travaillent sur quatre thèmes spécifiques ; les bédouins dans le Neguev, les quartiers et villages arabes en Israël, la rénovation de l'habitat pour les populations à faible revenu (Urban Union), la Cisjordanie occupée et enfin Jérusalem-Est.

Ce dernier groupe a été rencontré dans leurs bureaux suite à une première discussion dans les locaux de l'AIC : il est parfois amené à entreprendre des démarches communes avec l'AIC, moins connu, il partage avec l'AIC le même rôle de communicateurs et de médium entre communautés et aussi autorités.

« Nous travaillons tant sur le terrain que sur la législation de l'aménagement territorial, notre équipe d'architectes et d'urbanistes intègre aussi un juriste. Nous travaillons avec les communautés palestiniennes dans tous les quartiers.

En trois ans nous avons achevé une étude de terrain avec cartes et historique sur chacun des quartiers de Jérusalem-Est (cahiers spécifiques sur chaque quartier disponibles) et une synthèse (au titre explicite) : *Trapped by planning – Israeli policy, planning, and development in the palestinian neighborhoods of East Jerusalem* .

Des plans d'aménagement sont élaborés avec les responsables des communautés et confrontés aux plans officiels qui, soit ignorent les besoins des communautés, soit sont conçus pour bloquer leur développement. En plus des discussions avec les volontaires, nous dialoguons avec les représentants de la Municipalité dans les centres communautaires de manière plus ou moins constructive selon les personnes, parfois officiellement, parfois de manière informelle. Pour les choses simples, cela peut aller de l'avant. Vis-à-vis de la Municipalité, nous entreprenons toutes sortes de démarches, lettres, demandes d'entrevues, pétitions, avant d'en venir à des oppositions juridiques.

Au niveau du « Grand Jérusalem », nos critiques du plan directeur « Jérusalem 2000 » édité par la Municipalité entre 2007 et 2009 concernant les quartiers palestiniens ont abouti à quelques modifications peu importantes. Il reste que ce plan n'a été ni soumis à l'enquête publique, ni approuvé officiellement, mais la Municipalité s'en sert quand même.

Tous les plans successifs ont été conçus dans le but obsessionnel et affiché de modifier la tendance de la répartition quantitative des populations en faveur de la population juive, avec l'arrière-pensée de justifier l'annexion. Pourtant, jusqu'à présent la tendance ne va pas dans le sens souhaité par le gouvernement.

Pour influencer sur la vision globale il faut approcher la direction, on peut y arriver par des contacts et des pressions sur les élus municipaux.

Sur certains points Il y a quand même des plans de développement des quartiers palestiniens, mais ils comportent des conditions qui rendent quasi impossible leur mise en œuvre. Nous allons à la Municipalité pour leur dire : voilà, il faut réaliser ce plan ! Les choses sont aussi compliquées par le gel des autorisations de travaux pour les communautés depuis 2009 et par le fait que contrairement à Jérusalem-Ouest, les terrains sont des propriétés privées, palestiniennes ou achetées par des israéliens.

Nos financements viennent de l'Union européenne et des Etats-Unis, il y a aussi pas mal de travail bénévole. »

Blaise Crouzier - Tobia Schnebli Genève - octobre 2015